

« L'ACTION FRANÇAISE CONTRE L'EUROPE »

Militantisme royaliste, circulations politico-intellectuelles et fabrique du souverainisme français

Humberto Cucchetti

L'Harmattan | « Politique européenne »

2014/1 n° 43 | pages 164 à 190

ISSN 1623-6297

ISBN 9782343039251

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-politique-europeenne-2014-1-page-164.htm>

!Pour citer cet article :

Humberto Cucchetti, « L'Action française contre l'Europe ». Militantisme royaliste, circulations politico-intellectuelles et fabrique du souverainisme français, *Politique européenne* 2014/1 (n° 43), p. 164-190.

DOI 10.3917/poeu.043.0164

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

« L'Action française contre l'Europe » : militantisme royaliste, circulations politico-intellectuelles et fabrique du souverainisme français

Les rapports entre royalisme et souverainisme se sont tissés tout au long d'une histoire qui doit être analysée avec attention. L'histoire de l'Action française (AF) depuis la Libération témoigne, en effet, d'un travail de longue haleine exercé à l'encontre des avancées des différents gouvernements dans la création d'une communauté supranationale européenne. L'un des « héritages de l'Action française », malgré les crises, les scissions et les pertes continues de militants et d'adhérents dont a pâti cette organisation, concerne le rejet de ce que le monarchisme considère comme un « abandon total de la souveraineté française ». Cette contribution se propose d'aborder les relations entre monarchistes et milieux souverainistes afin de mettre en lumière la contribution d'un militantisme intellectuel qui, construit hors du système politique formel, a participé à la « fabrication » de l'offre politique souverainiste d'opposition à l'Union européenne. L'analyse du travail militant et des trajectoires individuelles et organisationnelles de l'AF permettra de rendre compte des valeurs et des réseaux politiques « anti-européens » mobilisés en l'espèce.

Action Française against the European Union: royalist militancy, political-intellectual circulations and the making of French sovereigntism

The history of Action Française (AF) since the end of World War II shows how this royalist organization has opposed successive governments' European policies. In spite of several crises and weak membership, AF's description of the European Union as an abandonment of national sovereignty has a legacy. To explain this legacy, it is essential to understand relations between royalism and sovereigntism among intellectuals and activists. We analyze the individual and collective trajectories of AF members to show the circulation of ideas and persons inside this alternative field.

« L'Action française contre l'Europe » *Militantisme royaliste, circulations politico-intellectuelles et fabrique du souverainisme français¹*

Humberto Cucchetti
 CONICET - Argentine

La littérature académique récente portant sur les organisations nationalistes françaises témoigne de la quasi-inexistence d'analyses relatives aux réseaux militants et intellectuels contemporains de l'Action française (AF). Si l'étude de l'organisation royaliste durant la première moitié du xx^e siècle a bien été renouvelée (Dard, Leymarie et Mc. William, 2010 ; Dard, 2013), on ne dispose que d'un ouvrage déjà ancien sur les diverses familles royalistes depuis la Libération (Louis, 1994) et d'une analyse de l'AF en tant que réaction systématique à la vie politique de la Cinquième République (Gautier, 2002). Depuis 1945 l'ancrage dont jouissait l'organisation monarchiste a en effet perdu en épaisseur sociologique et en pertinence culturelle et politique dans les débats publics, ce qui peut expliquer le manque d'intérêt des chercheurs. La résurgence du nationalisme comme sujet d'analyse à compter de la seconde moitié des années 1980 (Gellner, 1989 ; Taguieff, 1991, Hobsbawm, 1992) est liée, dans le cas de la France, à la mise en visibilité du Front national (Taguieff, 1990 ; Perrineau, 1997 ; Crépon, 2006 ; Dézé, 2012), reléguant à un niveau presque insignifiant l'étude d'autres minorités actives nationalistes (Venner, 2006 ; Camus et Monza, 1992).

Or, s'il existe bien un sujet sur lequel le travail militant des différentes trajectoires organisationnelles et associatives de l'Action française a conservé une intensité remarquable, c'est celui de la production d'une forte culture anti-européenne, comprise comme une opposition à toute construction

1 Je remercie Christophe Le Dréau pour ses suggestions opportunes, et le précieux travail de correction réalisé par Emmanuelle Reungoat et Christophe Bouillaud.

supranationale, quelle qu'en soit la forme. Loin de s'être réduite à une simple élaboration idéologique abstraite, cette production a été fortement associée, au cours des dernières décennies, au travail public et militant de différents espaces politico-culturels « souverainistes »². C'est cette production intellectuelle ainsi que le développement de réseaux d'acteurs au croisement des sphères associatives, intellectuelles, politiques, royalistes et souverainistes, que l'on se propose d'analyser dans cette contribution. À partir d'un travail d'archives et d'entretiens (voir encadré 1), notre volonté consiste, en effet, à présenter un ensemble de connaissances empiriques à propos d'une minorité active nationaliste (AF), dont la trajectoire récente a été rendue relativement invisible par d'autres groupes d'extrême droite ayant un accès à l'espace public beaucoup plus important.

Partant de la manière dont ses différentes composantes (publications, acteurs, espaces de production intellectuelle) ont stimulé le combat souverainiste, tant d'un point de vue intellectuel qu'associatif, notre problématique s'inscrit dans une sociologie du phénomène militant. Les analyses de ce dernier ont connu un renouveau en France depuis quelques années ; les études d'Olivier Fillieule, visant à concevoir le « militantisme comme processus [...] de travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte » (Fillieule, 2001, 201), ont illuminé une partie de ce renouveau. Nous nous appuyons également sur une méthodologie qualitative pour reconstruire des trajectoires individuelles et organisationnelles de l'Action française contemporaine. Au sein de cet article, nous montrons quels ont été les vecteurs associatifs et intellectuels concrets de l'interaction entre royalistes et souverainistes ; dans les encadrés 2 et 3 nous présenterons des trajectoires spécifiques afin d'éclairer de telles dynamiques sur le plan individuel.

L'apport spécifique de cette contribution réside dans le fait de reconnaître dans le royalisme contemporain des modalités de politisation qui traversent différents espaces partisans³ – dans le cas présent, ceux liés au rejet de

2 On peut, dans ce sens, se rapporter à la littérature sur l'adhésion militante dans les partis de droite (voir le dossier coordonné par Lucie Bargel et Stéphanie Dechezelles (2009), ou l'analyse de Julien Fretel (2004) sur l'engagement « centriste » dans l'Union pour la démocratie française). Ces analyses s'accordent sur le faible développement des études portant sur le fait de « s'engager à droite ».

3 Une analyse réalisée au niveau du système politique permettrait certes de rendre compte des phénomènes contestataires envers l'Europe communautaire (cf., par ex. l'hypothèse sur le parti-cartel développée par Richard Katz et Peter Mair (2008). La perspective par le bas que nous choisissons ici

l'Europe communautaire. La vie politique française des dernières décennies confirme que diverses trajectoires de l'AF – même lorsqu'elles sont politiquement marginales –, ont contribué, avec différentes productions intellectuelles et activités associatives, à dynamiser les positions souverainistes. Cette dynamique militante et intellectuelle met en lumière une partie du processus de fabrication de l'offre « anti-bruxelloise ». En effet, des acteurs formés dans des espaces de l'AF ont participé à la création concrète du souverainisme à partir d'un ensemble de valeurs et de cadres associatifs engagés pour la « défense » de l'indépendance nationale. Ainsi, en se reproduisant, le nationalisme français (en particulier celui qui se revendique de la pensée de Charles Maurras et des différentes modalités de restauration monarchique) ne constitue en aucun cas un objet disparu ou inexistant.

En premier lieu, nous exposerons brièvement une perspective historique afin de comprendre dans quelle mesure une tradition intellectuelle résolument antigermanique (celle de l'AF) a contribué à l'essor d'une culture politique opposée à la Communauté européenne et au développement d'un proto-souverainisme. Puis, nous procéderons à une analyse des passerelles intellectuelles concrètes qui, partant du royalisme, ont donné lieu à une circulation de concepts et d'acteurs souverainistes en particulier sur la question de l'opposition à l'Union européenne. Finalement, nous nous situerons à la croisée des espaces de coopération monarcho-souverainistes d'où nous serons à même de déceler les passeurs royalistes engagés, les acteurs souverainistes d'accueil et un cas particulier de courtier entre les deux espaces (Paul-Marie Coûteaux).

Encadré 1

Entretiens et terrain de recherche

Le thème du souverainisme apparaît dans la recherche que nous menons depuis 2009 sur les trajectoires contemporaines des membres de l'Action française. S'il est un point commun entre les entretiens biographiques réalisés auprès d'une quarantaine de militants ou ex-militants de l'AF, les archives épluchées (revues militantes, pamphlets, livres et documents des membres), ou encore le compte électronique mis à notre disposition par Thibaud Pierre, ex-cadre de l'organisation, c'est bien la revendica-

nous amène à étudier les interactions concrètes entre militants et dirigeants « nationaux-républicains ».

tion de l'appartenance nationale et l'incompatibilité entre celle-ci et la construction de l'« Europe bruxelloise ». Cet élément ne relève pas uniquement des valeurs des acteurs. Le rejet de l'Europe communautaire a été, concrètement, à l'origine d'échanges et de contacts avec d'autres opposants à l'UE – des acteurs abordés dans cet article tel que Philippe de Saint-Robert, Philippe Séguin, Jean-Pierre Chèvenement, Paul-Marie Coûteaux parmi d'autres. De là, les liens, puissants bien que souvent conflictuels, avec le souverainisme.

Dans cet article, nous faisons référence aux entretiens réalisés avec les acteurs suivants : Bertrand Renouvin, les 16 mars et 6 avril 2009 ; Olivier François, le 1^{er} avril 2009 ; Stéphane Giocanti, le 16 juin 2009 ; Jérôme Besnard, le 19 mai 2011 ; Thibaud Pierre, le 9 mars 2011 ; Alexis Charvert, le 4 mai 2011, Nicolas Portier, le 13 mai 2011 et Stéphane Tilloy, le 11 juin 2011.

Finalement, s'il existe des travaux qui analysent de manière très pertinente les modalités de la politisation au sein des milieux bourgeois et aristocratiques (par ex., Pinçon et Pinçon-Charlot, 2007), le cas de l'AF s'éloigne de cette caractérisation, du moins dans ce que nous en a révélé notre recherche – la composition sociologique de l'AF s'avère fondamentalement universitaire (étudiants et diplômés issus de milieux socioéconomiques divers) et par la présence d'éléments catholiques conservateurs et, dans certains cas, intégristes. Cela n'empêche pas de trouver des acteurs provenant de milieux aristocratiques bien que cela ne se corresponde pas à l'image des sociabilités nobiliaires d'antan ou de la haute bourgeoisie.

Royalisme et refus de la construction européenne

Une analyse générale de la relation entre les extrêmes droites⁴ et la construction européenne exige tout d'abord d'éviter toute association systématique entre les premières et le combat contre cette dernière. En effet, en de nombreuses occasions, l'intégration européenne a rencontré des opposants

4 Sur les recompositions des droites radicales en France après la Libération, voir Baudinière (2008). Son analyse aborde le « militantisme mémoriel » d'extrême droite depuis la Libération (Baudinière, 2008, 23, 36). Notre recherche nous a montré comment les lieux mémoriaux des droites radicales françaises ont été contestés, après la guerre d'Algérie, par une nouvelle génération de militants (Cucchetti, 2011).

virulents au sein d'autres forces politiques, comme ce fut le cas du Parti communiste (Courtois et Lazar, 1995 ; Robin-Hivert, 2009), ou bien du Parti socialiste (Dreyfus, 1991, 224- 226 ; Crespy, 2008). En outre, dès le début de l'après-guerre, une partie de l'extrême droite, marquée par la mémoire du gouvernement de Vichy et par l'anticommunisme, s'est prononcée, dans la revue *Écrits de Paris*, en faveur de la Communauté européenne de défense (Girardet, 1957, 770). De même, le groupement Fédération (incluant Thierry Maulnier, Jean de Fabrègues et Louis Salleron entre autres) opte lui aussi pour une position favorable aux projets communautaires pour les mêmes motifs anticommunistes (Dard, 2004, 340- 341 ; Cohen, 2012). Après la crise ouverte qui suit l'indépendance de l'Algérie, une partie de l'opinion nationaliste, qui constitue l'expression d'un changement générationnel, a encouragé la rupture avec le nationalisme français pour inscrire la lutte révolutionnaire dans le nationalisme européen (Dard, 2005, 335-339 ; Taguieff, 1994)⁵. Par ailleurs, bien qu'une partie des réseaux d'extrême droite se soit opposée à l'UE, une autre partie a fini par accepter certaines institutions communautaires, par exemple, l'existence d'une monnaie commune dans le cadre européen⁶.

De son côté, l'AF a, quant à elle, maintenu avec constance ses positions contre le projet européen, et cela dès les premiers traités de coopération communautaire (Barbance, 2002). La coopération supranationale était en effet perçue comme un abandon impardonnable de la souveraineté française, et comme un pas dangereux allant dans le sens d'un réarmement militaire allemand potentiel et toujours redoutable. L'idée « européenne » véhiculait, dès lors, la reproduction d'un anti-germanisme constitutif de la tradition maurassienne.

L'important travail de propagande instauré par l'AF dès l'après-guerre (alors que cette organisation se voyait sensiblement affaiblie par son appui à la Révolution nationale du maréchal Pétain) fait du rejet de l'Europe supranationale l'une de ses priorités, ce qui conduit à une production intellectuelle importante d'opposition aux traités communautaires au sein des différentes publications monarchistes – notamment le journal *Aspects de la France*. De même, des alliances ont existé avec un monde politique et intellectuel plus

5 Un des apports du Front national aurait consisté, justement, en la re-nationalisation d'une extrême droite très marquée à l'époque par les revendications européennes (Mayer, 1997, 276).

6 C'est le cas des réseaux de la Nouvelle Droite associés à l'œuvre d'Alain de Benoist ; voir *Manifeste pour une renaissance européenne*, Paris, GRECE, 2000, p. 81.

vaste et caractérisé par des manifestations nationalistes (ou *patriotiques*)⁷ s'opposant également à toute « cession de la souveraineté nationale ».

Toutefois, l'itinéraire des relations entre les trajectoires d'AF et les opposants à la CE est loin d'être linéaire et a connu différentes évolutions notamment en raison des scissions de l'AF qui parfois ont conduit à des rapports très conflictuels, comme dans les cas de la Nouvelle action française (NAF) en 1971, devenue par la suite la Nouvelle action royaliste (NAR) en 1978. Du côté de la NAF-NAR, après avoir dépassé l'antigaullisme de ses débuts (Cucchetti, 2014), l'organisation commence à se doter d'une nouvelle image du Général de Gaulle et à entamer des relations avec des figures (Edgard Pisani, Philippe de Saint-Robert, Frédéric Grendel) et des espaces militants du gaullisme. Après les élections présidentielles de 1974, la NAF s'allie avec les gaullistes de Jeunes pour le progrès (UJP) dans le but de s'opposer aux différents projets de la Communauté européenne⁸. Dans les années 1980, les interactions entre sphères associatives et intellectuelles royalistes et acteurs politiques que l'on pourrait classer de « patriotiques » vont continuer à se développer.

Si ces liens sont restés non organiques et n'ont pas morcelé l'identité monarchiste (hormis certains cas de militants ayant rejoint les rangs du FN), ils suggèrent toutefois la configuration d'un proto-souverainisme hétéroclite sur le plan idéologique et qui soutenait la « défense » de l'État-nation. L'émergence d'un tel espace en tant que courant spécifique porteur d'ambitions politiques a ainsi offert des opportunités politiques à diverses trajectoires d'acteurs et projections intellectuelles issues du royalisme français et dont l'une des valeurs communes réside dans l'opposition au projet européen.

7 Il ne s'agit pas en l'espèce de prolonger le débat sur la pertinence de l'opposition entre nationalisme et patriotisme; le premier, mettant, dans son utilisation française, l'accent sur la conception de la nation en tant que communauté organique (Martigny, 2010). Cette opposition renvoie aussi aux discussions autour du nationalisme « ouvert » (patriotisme) et « fermé » (Taguieff, 1991). À partir de notre recherche, force est de constater que cette opposition apparaît relativement poreuse.

8 « UJP-Nouvelle action française: « même combat contre l'Europe supranationale », *Le Journal-Quotidien Rhone-Alpes*, 8 juin 1977.

Royalisme, souverainisme et circulations intellectuelles

Le concept d'« entreprise doctrinale » s'avère utile pour analyser les modalités concrètes à partir desquelles un parti politique construit son offre idéologique, ce qui suppose de « s'intéresser aux processus par lesquels s'opère le travail d'élaboration et d'entretien de l'édifice doctrinal [d'un] parti », (Dézé, 2007, 268). Si le souverainisme est moins une organisation partisane cohérente qu'un réseau dispersé d'acteurs, d'associations et de publications, différentes trajectoires associatives et éditoriales liées à l'Action française des dernières décennies peuvent être considérées comme des *entreprises intellectuelles*, c'est-à-dire comme des réseaux de production d'idées et de débats intellectuels plus que comme un espace organique d'élaboration doctrinaire. Il est intéressant de constater que, dans de tels réseaux, certains thèmes et figures ont servi de passerelles entre organisations et trajectoires royalistes et entreprises partisanes souverainistes⁹. Outre les trois revues « officielles » : la revue *Royaliste* de la NAR, *L'Action française 2000* du mouvement de l'Action française et *Politique magazine* de la Restauration nationale¹⁰, trois *entreprises intellectuelles* paraissent significatives pour notre analyse : *Réaction* (éditée entre 1991 et 1994), *Les Épées* (2001-2009) et *Immédiatement* (1996-2003). Au côté des revues propres des organisations (telles que *Royaliste*, *L'AF 2000* et *Politique magazine*), ces initiatives éditoriales éphémères témoignent de la volonté des royalistes d'émerger sur le terrain de la propagande politico-intellectuelle sur la base d'une actualisation de leurs références, qu'elles soient monarchistes en général ou maurassiennes en particulier.

Née dans les années 1990, *Réaction* s'inscrit dans un registre explicitement nationaliste et monarchiste. Hétérogène sur le plan générationnel, de caractère plutôt philosophique, on y voit défiler des figures intellectuelles attachées à

9 Pour une perspective plus générale, voir Neumayer, Roger et Zalewski (2008).

10 La Restauration nationale est une scission de l'AF produite en 1998 dont le responsable est Hilaire de Crémiers, ancien dirigeant des jeunes royalistes dans les années 1960. *Politique magazine*, parue en 2002, développe des thématiques en opposition à la construction supranationale et accueille des figures souverainistes ; voir, par exemple : « Du mur de Berlin au mur de l'Euro. Florence Kuntz parle », *Politique magazine*, n° 3, novembre 2002 ; Max Gallo, « l'âme de la France est blessée » (entretien avec Max Gallo), *Politique magazine*, n° 13, novembre 2003 ; François Reloujac, « Nouvelles de l'Euroland. La directive Bolkestien », *Politique magazine*, n° 28, mars 2005.

la pensée maurassienne¹¹. Son premier numéro présente une réflexion sur le nationalisme, et mène une critique à l'encontre de ceux qui se montrent « insensibles à la réalité nationale »¹². Concernant les principes royalistes de la revue, on y retrouve l'idée de la restauration d'une société organiquement organisée. Sur le plan des principes philosophiques, ce projet s'appuie sur une conception du national fortement antirépublicaine. On retrouve une partie de ses membres (stables ou occasionnels) au sein de différents réseaux souverainistes¹³. Les principaux axes de réflexion de la revue, s'opposent à la construction européenne et à ses conséquences jugées « désastreuses » : « avant même Maastricht..., l'Europe de Bruxelles a un bilan. Il est celui d'un désastre généralisé et pourtant totalement insoupçonné [...] Désastre politique, écologique, agricole, financier et économique »¹⁴. Mais les fondements de ces critiques étaient également historiques et philosophiques : « ce n'est pas par fanatisme que nous croyons qu'une France souveraine est la condition d'une diplomatie stable et qu'avec Maurras nous redisons qu'"il n'y aura d'internationale vraie que fondée sur les caractères préexistants des nations". Ce jugement découle de l'expérience et nous tenons à la France parce qu'elle découle d'une évolution historique harmonieuse et par conséquent conforme aux réalités »¹⁵.

Une dizaine d'années après le lancement de la revue *Réaction* apparaît la revue *Les Épées*, publiée entre 2001 et 2009. Tout en couvrant un ample spectre de thématiques intellectuelles, la réflexion politique demeure présente au sein de la revue¹⁶, notamment stimulée dans ses débuts par des acteurs

-
- 11 Nous pouvons citer, parmi d'autres membres, François Huguenin (directeur), Claude Rousseau, Claude Polin, François Seintein, Gustave Thibon, Michel Michel, Nicolas Portier, Stéphane Giocanti, Sébastien Lapaque, Guillaume de Tanouärn (abbé lefébvrisme).
- 12 François Huguenin, « Dossier : Nationalisme », *Réaction*, n° 1, printemps 1991.
- 13 Jean-Claude Martinez (FN), Bertrand Renouvin (NAR), Sébastien Lapaque, Stéphane Giocanti, Nicolas Portier (tous les trois formés à l'AF), Philippe de Saint-Robert (gaulliste).
- 14 Voir Jean-Claude Martinez, « L'Europe du désastre économique et financier. Bilan et perspectives », *Réaction*, n° 7, automne 1992, p. 21.
- 15 Sébastien Lapaque, « La France face à son destin », *Réaction*, n° 7, automne 1992, p. 66. Sébastien Lapaque conjugue les pensées de Maurras et de de Gaulle pour justifier sa critique de l'Europe supranationale.
- 16 Voir deux dossier liés à des problématiques souverainistes : « Dossier Le peuple. Pourquoi les démocrates le haïssent ? », *Les Épées*, n° 14, décembre 2004 ; « L'État pour quoi faire ? L'État pour faire quoi ? », *Les Épées*, n° 29, 1 février-15 avril 2009.

de l'AF, comme David Foubert, directeur de la revue. Deux numéros de la revue publiés au cours de l'année 2005 en portant sur le référendum relatif au traité constitutionnel européen paraissent particulièrement significatifs. Le dossier central du premier numéro concerne le « non » à la constitution. Les arguments répertorient les difficultés institutionnelles et juridiques que pouvait impliquer l'existence d'un cadre constitutionnel supranational. Le rejet de l'intégration de la Turquie à la Communauté européenne s'y trouve également justifié, notamment sous prétexte des risques que comporterait un « islamisme qui gangrène l'Europe et la France »¹⁷. *Les Épées* présentent enfin « l'envers » de la Constitution européenne : caractérisée par des critères juridiques ultralibéraux choisis en fonction de la liberté économique internationale, et évacuant parallèlement du débat la question sociale¹⁸. À la fin de l'année 2005, paraît un second numéro consacré cette fois à la « défense de la frontière » dans la perspective d'une défense de l'État souverain. En substance, le numéro affirme que, sans communauté politique nationale, la défense du peuple est rendue impossible, de même que la protection du pauvre face à l'avancée du « pouvoir de l'argent et de la force ». On y souligne la présence de P.-M. Coûteaux, qui se livre dans ces pages à un « éloge philosophique » des frontières¹⁹.

La référence à cet homme politique nous permet d'aborder un espace associatif et intellectuel clef dans la compréhension du souverainisme français : la revue *Immédiatement*. Fondée en 1996, on y voit défiler des plumes d'origines politiques et intellectuelles diverses. Dirigée par Luc Richard, lui-même issu de milieux royalistes proches du légitimisme²⁰, *Immédiatement* fut portée

-
- 17 Voir Patrick Longuet, « La construction communautaire : un coup d'État permanent » ; Jean-Baptiste Barthélémy, « Le double effet du non » ; Frédéric Rouvillois, « Plaidoyer en forme de paradoxe » ; Elie Hatem, « La question chypriote : un obstacle européen à la Turquie », *Les Épées*, n° 15, mars 2005.
- 18 Jean-Baptiste Barthélémy, « Les Sept mensonges », *Les Épées*, n° 14, décembre 2004, p. 4- 6.
- 19 Michel Michel, « Le jardin à la française : essai sur le génie territorial de la France » ; « Les frontières protègent les peuples », entretien avec Aymeric Chauprade ; Paul-Marie Coûteaux, « Éloge de la frontière », *Les Épées*, n° 18, décembre 2005.
- 20 Dans l'histoire des conflits dynastiques, le légitimisme puise une origine lointaine dans un courant particulier du monarchisme français dont l'apogée s'exprime au cours de la première moitié du XIX^e siècle. Les réseaux qui survivent de nos jours évoquent les droits héréditaires des Bourbon, dont la lignée suppose un roi espagnol à la tête de la France. L'AF a tendu, au contraire, vers l'hégémonie d'un royalisme orléaniste singulier, dont l'invention a supposé, en suivant la pensée de Maurras, d'embrasser la cause nationaliste.

par des intellectuels formés à l'Action Française comme Sébastien Lapaque et Sébastien Tilloy, en plus des contributions de Nicolas Portier, Jérôme Besnard et Olivier François, ayant tous un passé militant dans l'organisation maurassienne (en particulier dans le bastion parisien, même si certains d'entre eux proviennent de Versailles et de Dijon). Parallèlement à leur engagement militant, certains sont étudiants à l'université. Au croisement de ces différents espaces intellectuels et associatifs, et tout en s'inspirant de l'écrivain royaliste Dominique de Roux, *Immédiatement* offre une tribune à des auteurs des plus divers : d'un article de Pierre-André Taguieff, à plusieurs contributions d'Elisabeth Lévy, ou encore des entretiens avec des figures du souverainisme comme l'historien Max Gallo, le journaliste Philippe Cohen, et l'écrivain et philosophe Régis Debray²¹. Les diverses contributions de P.-M. Coûteaux dans cette revue témoignent du rôle central que ce dernier a joué au sein de cet espace associatif et intellectuel²².

On pourrait croire qu'au sein de la revue *Immédiatement*, les références royalistes se trouveraient plus diluées que dans les revues *Les Épées* et *Réaction*. Ce n'est que partiellement vrai. La faiblesse des liens organiques qui l'unissent à l'AF et le fait que la veine maurassienne ne soit pas explicitement revendiquée, abondent dans ce sens. Cependant, outre la composition des contributeurs, des jeunes de formation monarchiste, l'empreinte du royalisme y joue un rôle singulier et significatif. Critiquant vivement une démocratie de marché qu'elle souhaitait abolir²³, la revue prétend porter la colère « de royalistes mais aussi celle d'anars, de gauchistes, de libertaires, de réactionnaires, de républicains antidémocrates, celle de tous ceux qui refusent le prêt-à-penser, le bonheur obligatoire et le puritanisme des nouveaux bien-pensants »²⁴. Ses auteurs revendiquent la participation des royalistes à la

21 Il est important de signaler que nombre de ces acteurs vont postérieurement appuyer la campagne présidentielle de J.-P. Chevènement au début de la décennie 2000 et rejoindre, sous divers statuts, son « Pôle Republicain ». Sur les intellectuels et leurs différentes formes de compromis politiques, voir Alexandre Dézé (2002).

22 Voir Paul-Marie Coûteaux, « Éloge du colbertisme », *Immédiatement*, n° 2, hiver 1996 ; « Jacques Bainville devant l'Allemagne », *Immédiatement*, n° 6, décembre 1997 ; « Que le siècle commence », Entretien avec Paul-Marie Coûteaux, *Immédiatement*, n° 12, octobre 1999. Lire aussi l'article de Nicolas Vimar, « Patriotes de tous les pays... », qui présente un portrait glorifiant son intervention politico-intellectuelle : *Immédiatement*, n° 9- 10, hiver 1999.

23 « Éditorial. Désobéissance aux lois ! », *Immédiatement*, n° 3, avril 1997.

24 « Nouveau titre, nouvelles ambitions », *Immédiatement*, n° 1, automne 1996.

Résistance²⁵, et désirent incarner d'une part une publication faisant face, à travers la littérature, à la « médiocrité » et à la « démocratie »²⁶ et, d'autre part, une publication politique dont l'inclinaison bernanosienne²⁷ entre en collision avec un éventail de valeurs établies. La revendication de l'héritage de Bernanos accompagne celle d'auteurs tels que George Orwell et Guy Debord. À partir de ce néo-non-conformisme, la revue justifie la nécessité d'une alternative politique conçue comme un gramscisme national-républicain²⁸.

Les écrivains d'*Immédiatement* soutiennent qu'« en Europe, les dirigeants n'ont rien d'autre à proposer à leurs peuples que d'engloutir leur variété dans la réalité unique d'un Reich monétariste »²⁹. Sur le plan associatif, la création en 1998 de l'Association pour la Fondation March Bloch (AFMB), bouillon de culture du souverainisme, a constitué une passerelle entre trajectoires de gauche, trajectoires républicaines de diverses affinités et formations, et royalistes. Cette association fut amplement soutenue et parrainée par Philippe Cohen et Élisabeth Lévy, et a été, jusqu'à la présidentielle de 2002, intimement liée à *Immédiatement* (Coulaud, 2010, 143). Pour reprendre les termes employés par un adhérent de la revue : *Immédiatement* et l'AFMB marcheront côte à côte jusqu'à l'élection présidentielle de 2002 »³⁰.

Figures militantes et espaces politico-associatifs au cœur des relations royalistes-souverainistes

Diverses figures souverainistes ont trouvé dans les publications royalistes, un espace d'expression. À l'inverse, la projection politique des revendications souverainistes a fait office d'opportunité politique pour des acteurs et des entreprises associatives, intellectuelles et militantes issues de l'Action

25 Voir *Immédiatement*, n° 4, juillet 1997. À la différence de la mémoire pétainiste portée par les vieilles familles de l'AF.

26 *Ibid.*

27 Voir *Immédiatement*, n° 7, avril 1998 : « Georges Bernanos notre capitaine ».

28 « De la révolte à la pensée critique », entretien avec Philippe Cohen, *Immédiatement*, n° 11, mai 1999. Le fait d'insister sur l'importance des débats intellectuels pour répondre à l'hégémonie culturelle de la gauche française témoigne de l'héritage de la Nouvelle Droite.

29 « Nouveau titre, nouvelles ambitions », *Immédiatement*, n° 1, automne 1996.

30 Dans une étude présentée sous forme de mémoire de maîtrise (Coulaud, 2010).

française dans les décennies 1990 et 2000. Cette coopération, qui recoupe des affinités profondes, n'a pas empêché l'existence de désaccords. De tels clivages, se retrouvent alors aussi bien à l'échelle des militants (encadré 2) qu'au niveau des interactions entre les différents appareils politiques.

Encadré 2

Servir le roi et la France, lutter contre l'Europe : l'engagement royaliste dans le souverainisme vu d'en bas

Les témoignages suivants montrent comment le fait de s'engager dans l'AF et d'y militer est lié au combat souverainiste. Cela n'a pas empêché, au cours de la dernière décennie, des critiques et des tensions vis-à-vis du souverainisme, notamment à partir de ses limites politiques.

Pour Olivier, militant de l'Action française depuis la fin des années 1990, étudiant de droit à l'époque et responsable d'un cercle intellectuel appartenant à l'AF, il existe un lien très étroit entre les discussions présentes au sein du royalisme et le développement des relations avec le souverainisme : « en 1997, 1998, 1999 en France c'était une époque où il y avait beaucoup des débats autour de l'Union européenne. C'était le début de ce qu'on a appelé le mouvement souverainiste. À l'époque nous avons des contacts avec un intellectuel qui s'appelle Paul-Marie Coûteaux, qui est député européen, un ancien conseiller qui a travaillé avec Jean-Pierre Chevènement, avec Philippe Seguin, avec Philippe de Villiers aussi et qui avait écrit un livre que s'inscrivait vraiment dans la pensée bainvillienne, plutôt géopolitique sur l'Europe de la guerre [P.-M. Coûteaux, *L'Europe vers la guerre*, Paris, Michalon, 1997]. C'était une critique de l'Union européenne telle qu'elle se construisait et du danger que ça allait courir à la souveraineté de la France. On a eu beaucoup de rapports avec Paul-Marie Coûteaux qu'on a invité plusieurs fois. Pour dire que le Cercle Jacques Bainville était un cercle très orthodoxe. On disait des choses sur Maurras, sur Bainville et sur l'actualité européenne, en fait la défense de la souveraineté de la France contre l'Union européenne », (entretien avec Olivier, 1^{er} avril 2009).

Alexis, étudiant en architecture, montre que l'engagement dans l'AF pouvait entraîner le développement de tout un militantisme politique autour de la lutte contre l'UE : « il y avait des campagnes politiques notamment sur l'Europe [...] Nous, on était contre, évidemment. Pas forcément contre

l'Europe mais contre la manière dont elle était mise en place. Donc, il y avait un travail de liaison avec tous les mouvements souverainistes qui est un courant un peu oublié maintenant mais qui, au début des années 2000, était un truc assez novateur. Avec des organisations.. On avait organisé un contre-sommet à Nice, par exemple, en 2001. On avait déplacé un certain nombre de gens. Tout un travail avec la presse... Il y avait en même temps, tout un travail d'information aussi sur... des tractages sur les marchés, devant les gares.. beaucoup d'activités militantes, de ce point-là, un peu de collages.. et puis des ventes de journaux à la criée.. Donc l'idée était de faire beaucoup de diffusion d'idées », (entretien avec Alexis, 4 mai 2011).

Stéphane, aujourd'hui journaliste d'une mairie communiste, parle de son passé militant à l'AF. Ce passé lui a permis de rejoindre le courant souverainiste. Son témoignage permet d'appréhender les chassés-croisés entre souverainistes et militants royalistes : « et donc, petit à petit, on se rapproche des milieux souverainistes. Alors, il a des milieux souverainistes tenus plutôt par la branche de Pasqua qui sont les plus structurés, qui donnent un peu d'argent, etc., qui ont une petite idée derrière la tête, qui se disent : les jeunes d'Action française, on peut aussi les récupérer.. Et puis, il y a un mouvement qui est purement intellectuel qui est un mouvement qui gravite autour, justement, de Chevènement.. qui est, à l'époque, ministre en exercice et qui a des intellectuels, comme Max Gallo, Régis Debray, Elisabeth Lévy, Philippe Cohen, donc... Ce qui va devenir l'équipe fondatrice de « Marianne » d'un côté, ce qui va donner la Fondation du 2 mars, la Fondation Marc Bloch, voilà... tout ce courant souverainiste de gauche », (entretien avec Stéphane, 11 juin 2011).

Ces « deux » souverainismes, l'un de droite et l'autre de gauche, ont trouvé des militants de l'AF. Olivier raconte à nouveau ses contacts entre royalistes de « gauche » et souverainisme : « dans le combat souverainiste j'avais rencontré des gens venus de milieux très différents ; à la fois des chevènementistes, à la fois des royalistes de gauche, les gens de la NAR etcétera. Je me souviens avoir invité Gérard Leclerc³¹ pour parler de [Georges] Bernanos. Ensuite il se trouve que par des hasards la fille de Jean-François Colosimo³² était venue à l'AF. J'ai rencontré Colosimo [et] je l'ai [aussi] invité » (entretien avec Olivier, 1^{er} avril 2009).

31 Philosophe et l'un des fondateurs de la NAF en 1971.

32 Ancien directeur des CNRS éditions entre 2006 et 2010 et président du Centre national du livre entre 2010 et 2013.

Le souverainisme a constitué une opportunité politique de reconversion, tel est le cas de Jérôme, ancien étudiant en droit et fonctionnaire administratif de la mairie de Paris au moment de l'entretien, qui quitte l'AF mais qui continue à faire de la politique comme il l'avait déjà fait dans les milieux souverainistes : « et bien maintenant, je suis au bureau politique du Centre national des indépendants et paysans [CNIP]. Pour moi, l'AF s'est arrêtée effectivement il y a à peu près cinq ans, enfin dans mon cursus personnel... J'ai voulu rester sur des positions qui me semblaient avoir été celles que j'avais défendues dans le cadre du souverainisme en continuant à essayer de.. effectivement, de faire de la politique ». (entretien avec Jérôme, 19 mai 2011).

Le cas de Jérôme montre comment une organisation non-électorale peut constituer, pour des jeunes militants, un pont de passage vers la politique partisane. Mais aussi cela peut se correspondre à une stratégie de cette même organisation et à la façon, souvent infructueuse, de déployer des modalités « d'entrisme » : « en 2002, 21 avril, le retour de Jean-Marie Le Pen a totalement faussé les cartes. C'est-à-dire que ça a été la première.. le premier coup d'arrêt au souverainisme avec l'échec finalement de la stratégie de déplacement de la droite et de la gauche par Jean-Pierre Chevènement. Et... d'autre part... d'autre part... le deuxième échec, ça a été 2005, c'est-à-dire la victoire du référendum et l'incapacité des souverainistes à transformer l'essai. C'est-à-dire que la démarche souverainiste dans laquelle s'inscrivait l'AF a été un échec. Voilà. Donc aujourd'hui, on trouve des souverainistes à l'UMP ou proches du Front national. Mais la mouvance.. le projet de Charles Pasqua, de Philippe de Villiers, voire même de Jean-Pierre Chevènement, dans lequel l'Action française s'était engagée... c'était... c'est un projet politique, c'est-à-dire qu'on avait décidé sciemment d'envoyer du monde dans ces structures et d'inscrire les royalistes là-dedans. Bon, et bien, ça a été un échec politique ». (entretien avec Jérôme, 19 mai 2011).

« L'échec » souverainiste et de la stratégie royaliste permet aux acteurs enquêtés de construire une nouvelle synthèse pour sortir du souverainisme et montrer les déficits de son offre politique. Même si Nicolas, aujourd'hui fonctionnaire de l'État français dans le domaine des collectivités locales, avait participé à des campagnes et des publications souverainistes, il se démarque des dérives « centralistes et jacobines » du souverainisme. Néanmoins, son parcours militant est marqué par le rejet du traité sur l'Union européenne (1992) : « c'est la grande période de Maastricht. Et là, je me situe clairement dans le combat souverainiste qui nous met en dialogue

avec des gens de chez Philippe Séguin, de chez Philippe de Villiers, avec des gens d'extrême gauche... Après la dynamique de Maastricht, c'est qu'il y a eu pas mal de nos amis, anciens amis qui sont partis dans les alliances avec Chevènement, Séguin... dans le souverainisme, [et] ils sont revenus à une théorie... (c'est le défaut de Paul-Marie Coûteaux d'ailleurs), ils sont revenus à une théorie très jacobine de la nation. Pour eux, les pouvoirs locaux, c'est des fiefs, c'est... [...] Pour eux, la monarchie c'est Louis XIV, c'est la centralisation, l'unité... Moi, ce n'est pas ma conception des choses. Pour moi, ça c'est... je serais plus tocquevillien ». (entretien avec Nicolas, 13 mai 2011).

Au niveau des appareils politiques, ces dynamiques erratiques de ralliement sont également présentes et trouvent une expression particulière dans le contexte des moments électoraux.

Malgré le soutien apporté à diverses figures et candidatures souverainistes à l'élection présidentielle (J.-P. Chevènement en 2002 et N. Dupont-Aignan en 2012), la NAR a tenté de ne pas être associée au souverainisme. Les mauvaises relations de ses dirigeants avec P.-M. Coûteaux (entretien avec Bertrand Renouvin, 6 avril 2009) et la forte désillusion produite par l'échec de J.-P. Chevènement en 2002 semblent expliquer cette méfiance des royalistes. Dès 1998, une première mise à distance était apparue dans les pages de *Royaliste* suite à une enquête publiée dans *Le Monde*³³ sur l'existence supposée d'un pôle « national-républicain », réunissant indistinctement des intellectuels et des dirigeants de sensibilités politiques hétérogènes³⁴. De plus, la NAR s'était explicitement opposée à quelques hommes politiques critiques envers l'UE – y compris, en l'occurrence, à J.-M. Le Pen et à P. de Villiers.

Pour l'Action française, le Front national a représenté un défi. Il a impliqué une perte bien réelle en termes organisationnels en raison du passage de nombre d'adhérents actifs au militantisme frontiste. Le nationalisme du FN a attiré les militants d'Action française, qui y voyaient une modalité de reconversion militante. Cependant, Jean-Marie Le Pen a régulièrement revendiqué, y compris dans les pages de *L'Action française 2000* et malgré la

33 *Le Monde*, 17 et 18 mai 1998.

34 Annette Delranck, « Les ambiguïtés des "nationaux républicains" », *Royaliste*, n° 709, 1^{er} juin 1998.

tradition monarchiste de l'AF, son acceptation des institutions républicaines et démocratiques³⁵. Jean-Marie Le Pen est apparu, malgré cela, comme une option électorale pour les maurrassiens dont une partie a suivi de près les pas du FN. Ainsi, avant le processus de succession ouvert au sein du FN, les liens de la *vieille maison* étaient plus serrés avec Bruno Gollnisch qu'avec Marine Le Pen. La stratégie de la nouvelle présidente au cours de l'année 2011 a cependant réactivé le célèbre « compromis nationaliste » exprimé dans la consigne « l'union de tous les patriotes »³⁶.

Du côté spécifiquement souverainiste, le développement de ce courant sur la base d'un tissu associatif autonome regroupant les partis traditionnels a eu lieu en 1997 avec la création de l'Alliance pour la souveraineté de la France (Le Dréau, 2009). Cette association a été fortement dynamisée par des dirigeants gaullistes issus de différentes sensibilités, comme Jacques Dauer et Bernard Chalumeau entre autres, ou des dirigeants comme P. de Villiers, du Mouvement pour la France (MPF)³⁷. Mais on observe également la participation de cadres historiques et d'adhérents du royalisme au sein d'autres associations. On peut citer, entre autres, Pierre Pujo (chef de l'appareil de l'Action française jusqu'à son décès en 2007), Philippe Kaminski (d'abord à l'AF, passé à la NAF puis revenu à l'AF), Nicolas Kayanakis (ex-OAS et Jeune Nation, ex-militant de l'AF et de la NAF), Michel Michel (AF et NAF), Stéphane Giocanti (intellectuel royaliste, d'inspiration maurrassienne et disciple du philosophe monarchiste Pierre Boutang³⁸). Cependant, cette participation à un souverainisme plus proche des positions de la droite partisane n'a pas

-
- 35 Entretien avec Jean-Marie Le Pen, *L'Action française* 2000, n° 2814, du 7 au 20 avril 2011. Concernant la tension entre affirmation/spécification identitaires et acceptation de la politique démocratique au sein du FN, voir Sylvain Crépon (2006); Alexandre Dézé (2012).
- 36 François Marciilhac, « Pour l'union des patriotes », *L'Action française* 2000, du 7 au 20 avril 2011.
- 37 Sur le MPF, voir Olivier Gautier (2007). Les travaux de l'auteur montrent le processus d'eupéanisation du souverainisme du MPF de même que l'utilisation de la « Vendée », espace territorial du leader P. de Villiers, comme laboratoire de l'organisation partisane.
- 38 Pierre Boutang était considéré comme étant l'intellectuel phare de l'AF de l'après-guerre et le successeur de Maurras. Ses différences personnelles et intellectuelles avec les dirigeants du journal *Aspects de la France* marquent un point de rupture en 1954; Boutang fonde l'année suivante la revue *La Nation française*. Ses idées essaient de moderniser la pensée maurrassienne. Il se rapproche par la suite de la figure du Général de Gaulle et appuie l'élection de François Mitterrand en 1981.

conduit la hiérarchie *officielle* de l'Action française à un ralliement organique au souverainisme en tant que tel.

Ceci se vérifie dans le contexte électoral des années 2001-2002, quand la candidature de J.-P. Chevènement a réveillé un certain espoir au sein de diverses enclaves du royalisme français. P. Pujo lui-même a dû expliquer que, malgré la similitude entre certaines positions du candidat et l'organisation monarchiste, « vous ne trouverez aucune position favorable à la candidature » de l'ancien ministre socialiste³⁹. L'objection émise à son encontre est la même que celle portée à l'encontre de J.-M. Le Pen. Elle se résume dans les propos d'un ancien militant de la jeunesse d'AF : « je ne vote pas toujours Le Pen parce qu'il est finalement républicain » (entretien avec Olivier, 1^{er} avril 2009).

Cependant, l'adhésion de militants monarchistes et même leur participation à la campagne de J.-P. Chevènement sont loin d'avoir été négligeables. Denis About, permanent de l'AF et responsable de la gestion financière d'*Immédiate-ment*, a ainsi fait partie de son équipe de campagne. Dans le cas de la NAR, son rôle dans le mouvement chevènementiste a été structurel. Rendus possibles dans une grande mesure grâce à l'éventail des contacts et des relations entre ses membres et des personnalités politiques soit gaullistes (P. Séguin, P. de Saint-Robert⁴⁰) soit mitterrandistes (F. Grendel, ancien gaulliste et proche de F. Mitterrand⁴¹), les liens entre la NAR et J.-P. Chevènement se sont traduits par la participation active de Bertrand Renouvin et de nombreux autres cadres royalistes au sein du Pôle républicain. Si la NAR s'était montrée peu enthousiaste à l'idée de voir dans le courant souverainiste une entité cohérente⁴², ses idées et ses réseaux, bien que dispersés, confluaient vers la revendication de la France comme État-nation, porteur d'une tradition nationale ne pouvant être englobée par l'Europe. Or J.-P. Chevènement incarnait bien cette posture d'un point de vue électoral.

39 « Pour l'Action française, M. Chevènement "rassemble les Français sur la France" », *Le Monde*, 12 décembre 2001.

40 Outre les figures signalées, ajoutons celle de Florence Kuntz, élue en 1999 députée européenne pour le parti de Charles Pasqua, le RPF, et partie prenante du Pôle républicain de J.-P. Chevènement.

41 D'après Renouvin, la NAR a pris contact direct avec Mitterrand par l'intermédiaire de Grendel, qui aurait encouragé le président français à accueillir ces dirigeants royalistes (entretien avec B. Renouvin, 16 mars 2009).

42 Maria Da Silva, « Le souverainisme en débat », *Royaliste*, n° 785, 7 janvier 2002. Il s'agit d'une analyse critique du travail de Marc Joly, *Le souverainisme, pour comprendre l'impasse européenne*, Paris, F.X. de Guibert, 2001.

En février 2002, la revue *Royaliste* affiche à sa Une un appel : « Avec Jean-Pierre Chevènement ». La déclaration du Comité directeur de la NAR exprime alors clairement l'importance de ce moment-clé pour la vie de l'organisation : « Notre longue, notre trop longue attente, est terminée. Voici le temps de l'engagement dans la campagne électorale »⁴³. Jean-Pierre Chevènement représente en effet « l'homme qui s'élève au-dessus du classique affrontement entre la droite et la gauche pour mener une politique de salut public »⁴⁴. Au second tour de l'élection présidentielle, Bertrand Renouvin soutient la décision amplement partagée par le monde politique de faire barrage à Jean-Marie Le Pen⁴⁵.

La défaite de leur candidat aux élections présidentielles de 2002 n'entame pas la décision des Royalistes de poursuivre leur travail au sein du Pôle républicain en vue des élections législatives ; ils poursuivent leur travail de militantisme et de propagande pour celui qui devait réaliser les « révolutions légales nécessaires »⁴⁶. Mais les accords passés entre J.-P. Chevènement et le PS en vue des élections législatives conduiront finalement au départ des membres de la NAR du Pôle républicain⁴⁷.

Cela n'a pas empêché de poursuivre la recherche d'un leader à même de « prendre en main la situation de la France ». Ainsi qu'en fait part le responsable de la NAR, « demain quelqu'un se présente à la présidentielle et on peut accepter son programme politique, et bah oui, on deviendra à nouveau, avec quelques années de plus, mais avec quelques militants jeunes en plus et avec des sympathisants beaucoup plus nombreux qu'avant, on deviendra les cadres de cette campagne à venir. Voilà. Ce qu'on a à proposer c'est ça, une très grosse expérience militante », (entretien avec B. Renouvin, 16 mars 2009). Cet objectif a pu donner lieu, en 2012, au soutien apporté par l'organisation à une figure souverainiste, l'ex RPR et UMP Nicolas Dupont-Aignan. La confluence des avis concernant l'Europe a joué un rôle décisif dans cette décision : « pour le premier tour de l'élection présidentielle, la Nouvelle

43 « Avec Jean-Pierre Chevènement », *Royaliste*, n° 788, 10 février, 2002.

44 *Ibid.*

45 « Rejeter Jean-Marie Le Pen », *Royaliste*, n° 793, 29 avril, 2002.

46 « Au cœur de la bataille pour la nation, la loi et l'État », *Royaliste*, n° 792 bis, avril 2002.

47 « La Nouvelle Action royaliste et le Pôle républicain », Déclaration du Comité directeur, *Royaliste*, n° 795, 27 mai 2002.

Action royaliste appelle à voter N. Dupont-Aignan, proche de ses positions sur les questions institutionnelles et européennes »⁴⁸.

Il apparaît donc que cette relation royalisme-souverainisme a impliqué des espaces associatifs (organisations de militance, rassemblements) et intellectuels concrets (publications diverses), ainsi que des acteurs-*passeurs*. Si des dirigeants souverainistes (P. de Saint-Robert, P. Séguin, P. de Villiers, J.-M. Le Pen, N. Dupont-Aignan, C. Pasqua, J.-P. Chevènement) ont accueilli des acteurs et des réseaux royalistes, ces derniers ont cherché dans le souverainisme, en dépit des distances qui pouvaient exister, une continuité politique de leur engagement monarchiste (B. Renouvin et la NAR, la Restauration nationale, S. Lapaque, S. Tilloy, N. Portier, D. About et différentes vagues de la jeunesse d'AF).

Dans cette perspective, il est essentiel de distinguer ici un acteur-*courtier* particulier – intermédiaire *multi-positionné* (Combes, 2011) entre sphères partisane et associative – qui se place au centre de ces passerelles créées entre une grande partie du royalisme et différents réseaux souverainistes : Paul-Marie Coûteaux, qui déclare lui-même prôner « une lecture capétienne de l'histoire de France, ce qui [me] vaut des sympathies chez les monarchistes »⁴⁹. Sa trajectoire ainsi que sa capacité à mettre en relation des dirigeants politiques, des tissus partisans et le militantisme associatif donnent à voir certaines dynamiques du souverainisme. Sa pensée récupère l'idée de la France comme État-nation dont la souveraineté se trouve menacée par l'UE et le gaullisme comme porteur des traditions nationales : « le gaullisme est résolument un *traditionnisme* »⁵⁰. Le récit du passé national construit par Coûteaux, âprement contesté du point de vue historique (David, 1997), réunit gaullisme et tradition des rois de France dans la défense des frontières – bien que cela ait impliqué l'abandon de certains territoires et si, dans les faits, le *canal historique* de l'AF s'est opposé radicalement à de Gaulle lui-même : « Et l'on vit de même Louis XIV abandonner Casals et Pignerol, terres qui n'étaient point françaises. On vit aussi de Gaulle, dernier Capétien, au nom de cette même logique que bien des prétendus Capétiens ne comprirent pas, « abandonner » l'Algérie... C'est là une politique toute française, une politique

48 « 31^e Congrès de la Nouvelle Action royaliste. Déclaration de politique générale », *Royaliste*, n° 1010, 2 avril 2012.

49 « Jean-Pierre Chevènement veut organiser un "pôle républicain" », *Le Monde*, 31 août 2000.

50 « Que le siècle commence », Entretien avec Paul-Marie Coûteaux, *Immédiatement*, n° 12, octobre 1999, p. 11.

du *nec plus ultra*, « rien plus outre » [...] La frontière est sans doute la pierre angulaire de la pensée nationale »⁵¹.

Encadré 3

Une trajectoire spécifique et significative : Paul-Marie Coûteaux

Le rôle de P.-M. Coûteaux au sein de la revue *Immédiatement* ne fait que confirmer les modalités de connexions existant entre partis politiques et monde intellectuel. Du point de vue strictement partisan, il n'y a pas de figure politique souverainiste (ou proche des thèses souverainistes) de poids qui n'ait bénéficié du soutien de P.-M. Coûteaux, ancien élève de l'ENA ; ainsi collabore-t-il successivement avec P. de Saint-Robert (1984-1987), avec P. Séguin (1993-1996), avec J.-P. Chevènement (1988-1991) et finalement avec M. Le Pen (depuis 2011). En même temps, les alliances politiques qu'il a pu construire se sont achevées de façon assez désastreuse. Le journal *Le Monde* évoque en ce sens un « parcours complexe »⁵². S'auto-définissant gaulliste, P.-M. Coûteaux a suivi une carrière politique mêlant à la fois les fonctions de conseiller (par exemple, des dirigeants cités précédemment), et celles de représentant politique – en tant que député européen, élu pour la première fois en 1999 sur la liste RPF de Ch. Pasqua et P. de Villiers. De même, les ruptures et les prises de distance avec ses relations politiques peuvent témoigner à la fois de ses ambitions personnelles et de l'instabilité partisane de son ancrage souverainiste. Ainsi, lors du second tour des élections présidentielles de 2002, il est écarté du Pôle républicain chevènementiste pour ne pas avoir suivi le mot d'ordre de faire barrage à J.-M. Le Pen⁵³. Après avoir été élu député à Strasbourg pour le MPF en 2004, il rompt, en 2009, avec son leader, P. de Villiers ; le fait de ne pas avoir obtenu la première place dans la liste de la région Ile-de-France aura également consommé cette rupture⁵⁴. Finalement P.-M. Coûteaux annonce, lors de la campagne présidentielle de 2012, la fondation d'un parti propre, le SIEL (Souveraineté, Indépendance et Libertés). En avril 2012, le parti signe une convention

- 51 Paul-Marie Coûteaux, « Éloge de la frontière », *Les Épées*, n° 18, décembre 2005, p. 19.
- 52 « Le parcours complexe de Paul-Marie Coûteaux », *Le Monde*, 26 juin 2004.
- 53 « M. Chevènement se sépare de Paul-Marie Coûteaux », *Le Monde*, 26 avril 2002.
- 54 « L'Irlandais Declan Ganley divise les souverainistes français », *Le Monde*, 12 mars 2009.

permettant à ses candidats de se présenter aux élections législatives de juin avec l'appui du FN⁵⁵. Les activités de P.-M. Coûteaux, largement diffusées dans les milieux royalistes, nous portent à le considérer également comme un *compagnon de route* de l'AF, sans que cela signifie qu'il n'y ait pas eu de conflits. Il suffit de signaler un fait dont nous avons été témoin au cours de notre enquête, lors de sa participation au meeting de Jeanne d'Arc en mai 2011. Ses allusions favorables à De Gaulle ont provoqué des altercations avec des personnes âgées, Pieds-noirs, toujours partisans de l'Algérie française⁵⁶.

Nous voyons ainsi comment la création du souverainisme a impliqué de partager des espaces de sociabilité monarchistes. Ceci supposait des formes de transfert intellectuel et l'ouverture de passages entre le militantisme nationaliste et de possibles projections politico-électorales n'ayant pourtant pas entraîné une perte de l'identité d'origine des acteurs royalistes.

Conclusion

Nous avons tout au long de cet article fait état du travail concret accompli par des acteurs du royalisme français dans la construction du courant souverainiste. S'il faut reconnaître les difficultés rencontrées par ce dernier pour s'imposer en tant qu'entreprise partisane (Reungoat, 2009), il faut également que soit mis en lumière le vaste champ d'adhésions politiques, associatives et intellectuelles qui, au travers du souverainisme, a cherché à s'opposer à l'Europe communautaire.

L'implantation royaliste dans un tel univers est loin d'être insignifiante et a soutenu la « fabrique » (Combes, 2011) du souverainisme français par différents canaux : la construction de valeurs et de représentations soutenant l'existence d'une France « souveraine » ; la construction de cadres discursifs anti-européens (c'est le cas par exemple de l'équation qui, de longue date,

55 « Paul-Marie songe à quitter la campagne de Marine Le Pen », *Le Monde*, 8 janvier 2012.

56 « Meeting à Jeanne d'Arc », 9 mai 2011, notes de terrain.

assimile la Communauté européenne à un « quatrième Reich »⁵⁷); la mise en place de réseaux associatifs (meetings, cercles de réflexion, publications, hommages, etc.) qui permettent aux hommes politiques souverainistes de s'exprimer⁵⁸, y compris au travers de la participation concrète à diverses campagnes électorales, en particulier pour les élections européennes. Dans cette « fabrique » du souverainisme, les trajectoires de l'AF ont trouvé des formes de participation politique et intellectuelle.

Il est nécessaire de souligner le caractère hexagonal de ce monarchisme et de son ascendance. Contrairement à d'autres branches de l'extrême droite française, l'AF concentre ses zones d'influence autour de réseaux politiques français et d'espaces parisiens qui accueillent les adhérents des différentes sections royalistes⁵⁹. De même, les relations entre royalistes et dirigeants souverainistes cherchent à se rendre visibles et à produire des effets au sein de l'opinion intellectuelle et politique du territoire national.

Parallèlement à la mise en lumière des fortes continuités entre des trajectoires de l'AF et celles de la cause antieuropéenne, cette analyse nous a enfin permis de décrire les différentes formes de tensions qui existent entre royalisme et souverainisme. Si le souverainisme est loin de constituer un *bloc cohérent*, le microcosme groupusculaire du royalisme est lui aussi traversé de clivages et conflits internes. Ces lignes de fracture trouvent alors un prolongement au niveau des relations que ces groupes entretiennent avec d'autres espaces partisans et intellectuels. Il en est ainsi du rejet que manifeste la NAR envers des figures telles que celles de P. de Villiers et J.-M. Le Pen, auquel s'ajoute la déception au sein de la NAR lorsque J.-P. Chevènement s'accorde avec le PS ou bien lorsque le FN parvient à atteindre le second tour des présidentielles de 2002. De telles dynamiques sont également visibles pour l'AF, *via* sa volonté

57 On voit le même principe dans l'hebdomadaire de la NAF et *Immédiatement*, c'est-à-dire des publications différentes et numéros éloignés chronologiquement : « Europe, le quatrième Reich », *Nouvelle Action française*, n° 224, 21 avril 1976 et « Le jeu de l'Allemagne. Grande peur et misère du IV^e Reich », *Immédiatement*, n° 6, décembre 1997.

58 On ne cite que trois meeting-réunions organisés par l'AF : le « Banquet d'Action française » (13 novembre, 2005), le « Meeting à Jeanne d'Arc » (9 mai 2011) et le « Carrefour royal » (26 décembre 2013).

59 On trouve des groupes royalistes, animés parfois par des dizaines de personnes, dans des villes comme Grenoble, Marseille, Dijon, Perpignan, Toulouse, Rennes, Nantes ou Lyon. Paris abrite les groupes les plus importants (de tous les courants monarchistes), ainsi que l'Ouest et le Nord-Ouest de la région Ile-de-France (Versailles, Saint-Germain en Laye).

constante de se différencier du FN, ou encore les conflits à répétition autour de la figure de P.-M. Coûteaux. Ainsi si l'AF et le souverainisme ont mené un « même combat » autour de la critique radicale de l'Europe supranationale, les coopérations entre ces entreprises intellectuelles et associatives de résistance à l'Europe restent marquées par une forte dimension erratique.

Références bibliographiques

Backman François (1991), *La conception de la citoyenneté de la Nouvelle Action française puis Nouvelle Action royaliste. Naissance d'un mouvement, gestion et évacuation des paradigmes maurrassiens (1971-1991)*, Diplôme d'études approfondies de Sociologie politique, Université de Paris 1.

Barbance Anne (2002), *L'extrême droite française face à la construction de l'Europe. La vision de la presse nationaliste*, mémoire de maîtrise, Université de Paris X, Nanterre.

Bargel Lucie et Dechezelles Stéphanie (2009), « L'engagement dans des partis politiques de droite », *Revue française de Science politique*, vol. 59, n° 1, p. 5-6.

Baudinière Caroline (2008), « Une mobilisation de victimes illégitimes : quand les épurés français de la Seconde Guerre mondiale s'engagent à l'extrême droite », *Raisons politiques*, n° 30, p. 21-39.

Camus Jean-Yves et Monza René (1992), *Les Droites nationales et radicales en France*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.

Cohen Antonin (2012), *De Vichy à la Communauté européenne*, Paris, PUF.

Coulaud Nicolas (2010), *Le Sens du combat : une histoire de la revue littéraire et politique « Immédiatement »*, mémoire de maîtrise, Institut d'études politiques de Toulouse, année universitaire 2009-2010.

Combes Hélène (2011), *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala.

Courtois Stéphane et Lazar Marc (1995) [2000], *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF.

Crépon Sylvain (2006), *La nouvelle extrême droite. Enquête sur les jeunes militants du Front national*, Paris, L'Harmattan.

Crespy Amandine (2008), « La cristallisation des résistances de gauche à l'intégration européenne : les logiques de mobilisation dans la campagne référendaire française de 2005 », *Revue internationale de politique comparée*, vol. XV, n° 4, p. 589- 603.

Cucchetti Humberto (2014), *Violence politique et trajectoires d'Action française: du militantisme post-Algérie française aux dernières contestations monarchistes*, Journée d'études « Ce que la violence fait aux carrières militantes (France, 1962-2012) », Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim, 7 février.

Cucchetti Humberto (2011), « L'Action française en la actualidad. Un nacionalismo en extinción? Trayectorias, representaciones, sociabilidades », in **Fortunato Mallimaci et Humberto Cucchetti**, *Nacionalistas y nacionalismos. Debates y escenarios en América Latina y Europa*, Buenos Aires, Gorla, p. 169-206.

Dard Olivier (2013), *Charles Maurras, le maître et l'action*, Paris, Armand Colin.

Dard Olivier (2010), « Henri Massis (1886-1970) », in **Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam**, *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaire du Septentrion.

Dard Olivier (2005), *Voyage au coeur de l'OAS*, Paris, Perrin.

Dard Olivier (2004), « Destins de la Jeune droite », in **Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier**, *Les Recompositions des droites en France à la Libération 1944-1948*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

David Dominique (1997), *Paul-Marie Coûteaux. L'Europe vers la guerre: Maastricht, Amsterdam, Nuremberg*, Paris, Michalon.

Dézé Alexandre (2012), *Le Front national: à la conquête du pouvoir?*, Paris, Armand Colin.

Dézé Alexandre (2007), « Le Front national comme "entreprise doctrinale" », in **Florence Haegel** (dir.), *Partis Politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 255- 284.

Dézé Alexandre (2002), « Justifier l'injustifiable. Fondements, place et fonctions du discours scientifique dans la propagande xénophobe du Front national », in **Philippe Hamman, Jean-Mathieu Méon et Benoît Verrier** (dir.), *Discours savants, discours militants. Mélanges des genres*, Paris, L'Harmattan, p. 57-82.

Dreyfus Michel (1991), *L'Europe des socialistes*, Bruxelles, Complexe.

Fillieule Olivier (2001), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, p. 199-215.

Fretel Julien (2004), « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une *illusio* paradoxale et du passage à l'acte chez les "militants" de l'UDF », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, p. 77-89.

Gautier Jean-Paul (2002), *La Restauration nationale. Un mouvement royaliste sous la Cinquième République*, Paris, Syllepse.

Gautier Olivier (2007), « L'"autre Europe" du Mouvement pour la France (MPF) et l'eupéanisation du souverainisme », in **Olivier Baisnée et Romain Pasquier** (dir.), *Eupéanisation et sociétés politiques nationales*, Paris, CNRS, p. 123-143.

Gellner Ernest (1983) [1989], *Nations et nationalisme*, Paris, Payot.

Girardet Raoul (1957), « L'héritage de l'Action Française », *Revue française de science politique*, vol. 7, n° 4, p. 765-792.

Hobsbawm Eric (1990) [1992], *Nations et nationalismes depuis 1780. Programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard.

Katz Richard et Mair Peter (2008), [1^{ère} éd. 1995], « La transformation des modèles d'organisation et de démocratie dans les partis. L'émergence du parti-cartel », in **Yohann Aucante et Alexandre Dézé** (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, p. 35-64.

Le Dréau Christophe (2009), « L'Alliance pour la souveraineté de la France et l'émergence du militantisme souverainiste (1997-2002) », *Les Cahiers Irice*, n° 4, p. 129-146.

Louis Patrick (1994), *Histoires des royalistes, de la libération à nos jours*, Paris, Jacques Grancher.

Luck Simon et Dechezelles Stéphanie (dir.) (2011), *Voix de la rue ou voix des urnes ?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

Martigny Vincent (2010), « Penser le nationalisme », *Raisons politiques*, n° 37, p. 5-15.

Mayer Nonna (1997), « Le sentiment national en France », in **Pierre Birnbaum**, (dir.), *Sociologie des nationalismes*, Paris, Presse universitaires de France.

Neumayer Laure, Roger Antoine et Zalewski Frédéric (dir.) (2008), *L'Europe contestée: espaces et enjeux des positionnements contre l'intégration européenne*, Paris, Michel Houdiard.

Perrineau Pascal (1997), *Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard.

Pinçon Michel et Pinçon-Charlot Monique (2007), *Les ghettos de Gotha: comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Seuil.

Reungoat Emmanuelle (2009), « Les difficultés d'implantation d'un parti souverainiste en France (1992-2009) », *Les Cahiers Irice*, n° 4, p. 113-128.

Robin Hivert Emilia (2009), « Anti-européens et euroconstructifs: les Communistes français et l'Europe (1945-1979) », *Les Cahiers Irice*, n° 4, p. 49-67.

Sérant Paul (1978), *Les dissidents de l'Action française*, Paris, Copernic.

Taguieff Pierre-André (1994), *Sur la Nouvelle droite. Jalons d'une analyse critique*, Paris, Descartes et C^{ie}.

Taguieff Pierre-André (1991), « Le nationalisme des "nationalistes". Un problème pour l'histoire des idées politiques en France », in **Gil Delannoï et Pierre-André Taguieff** (dir.), *Théories du nationalisme*, Paris, Kimé, p. 47-124.

Taguieff Pierre-André (1990), « Nationalismes et réactions fondamentalistes en France. Mythologies identitaires et ressentiment antimoderne », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 25, p. 49-73.

Venner Fiammetta (2006), *Extrême France. Les mouvements frontistes, nationaux-radicaux, royalistes, catholiques traditionalistes et provie*, Paris, Grasset.

Humberto Cucchetti

Chercheur CONICET Argentine

hcucchetti@ceil-conicet.gov.ar